



Olmo 3



Paratella



Vergajola



Mattuniccia

## Mémoire de réponse au procès-verbal de synthèse du 22 avril 2025 concernant l'enquête publique relative au projet de construction de quatre centrales photovoltaïques au sol sur les communes d'Aghione et Pietroso (Haute-Corse)

(Arrêté préfectoral N°2B-2025-02-24-00004 du 24 février 2025)



Conformément à l'article L.123-18 du code de l'environnement, le présent document constitue un mémoire de réponse au procès-verbal de synthèse formulé le 22 avril 2025 par le Commissaire enquêteur en charge de l'enquête publique.

## Compatibilité du projet de Paratella avec la future réserve d'eau de Vadina

Les préoccupations détaillées dans le premier point du procès-verbal de synthèse proviennent d'une contribution de l'Office d'Équipement Hydraulique de la Corse (OEHC), et **concernent uniquement le projet de Paratella.**

Le pétitionnaire confirme être en lien étroit avec l'OEHC, maître d'ouvrage de la future retenue d'eau voisine. Une première réunion technique s'est tenue en mars 2025 et un suivi est désormais assuré.

Afin de garantir l'absence d'impact sur la qualité des eaux du ruisseau traversant le site et donc sur le futur plan d'eau, un hydrogéologue agréé a été mandaté pour :

- Caractériser le régime hydrologique local ;
- Définir les mesures préventives (bassins de décantation provisoires, fossés périphériques, gestion des effluents de chantier, stockage sur rétention) et de suivi en phase de travaux ;
- Proposer un dispositif de surveillance en phase d'exploitation.

Les prescriptions issues de cette étude seront intégrées au plan de gestion environnementale et communiquées à l'OEHC avant le démarrage des travaux, assurant ainsi la pleine compatibilité du parc photovoltaïque avec les périmètres de protection de la retenue.

## Recyclage, sécurité du réseau, usage des terres et intérêt général

Toutes les préoccupations détaillées dans le second point du procès-verbal de synthèse **proviennent d'une seule et même contribution anonyme**, et portent principalement sur :

- L'empreinte environnementale de la fabrication et du recyclage des panneaux photovoltaïques ;
- La sécurité d'approvisionnement et l'intégration de cette production intermittente dans le réseau insulaire ;
- La consommation d'espaces agricoles, en particulier dans la Plaine orientale ;
- Plus largement, l'intérêt général des projets au regard du développement économique et énergétique de la Corse.

Nous y répondons point par point :

## 1. Fabrication et recyclage des panneaux

La durée de vie d'un module photovoltaïque est couramment estimée entre 25 et 30 ans, au-delà, nombre d'entre eux continuent néanmoins à produire avec un rendement simplement réduit. Les innovations récentes renforcent encore la robustesse et la longévité des générations à venir.

Le recyclage a fait l'objet d'un traitement détaillé dans l'étude d'impact (§ 3.2.2.5.2, 3.3.2.5.2, 3.4.2.5.2 et 3.5.2.5.2 : « Recyclage des modules photovoltaïques »). C'est donc pour cette raison que la MRAe n'a pas eu à relever ce point. En France, la filière est déjà structurée notamment autour de l'éco-organisme SOREN (ex PV cycle). Aujourd'hui, environ 90 % des matériaux qui composent un panneau sont recyclables (verre, aluminium, silicium, cuivre, ...). Quant au reste, plus de la moitié pourra être revalorisée en matière première pour d'autres applications ou secteurs industriels. Des efforts importants en recherche et développement sont également en cours pour améliorer le traitement des composants plus rares ou complexes, afin d'augmenter encore l'efficacité de cette filière.

S'agissant de l'extraction des matériaux premiers, son impact doit être mis en balance avec celui, largement supérieur, des énergies fossiles (extraction à grande échelle, émissions toxiques, marées noires, dégradation durable des écosystèmes...). Le développement d'une filière de recyclage performante répond précisément à cet enjeu : réutiliser l'aluminium, le verre ou le silicium déjà extraits plutôt que d'en solliciter de nouveaux gisements.

## 2. Intégration au réseau et sécurité d'approvisionnement

La Corse possède un mix énergétique présentant des spécificités liées à son insularité, notamment une dépendance historique à la production thermique locale, en particulier au fioul lourd. Le photovoltaïque n'accroît pas cette dépendance, il contribue au contraire à la réduire, conformément aux objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE).

### o Rôle croissant du stockage

Depuis 2021, le réseau corse s'appuie sur les premières batteries de grande capacité :

- Centrale de Prato : 10 MWh autonomes, fournissant des services de report de charge et de régulation de fréquence à EDF-SEI ;
- Parc de batteries d'arbitrage : le *Bilan prévisionnel 2024* publié par EDF SEI table sur 30 MW de stockage d'ici 2028 ;
- Suréquipement hydraulique STEP de Sampolo (44 MW pompables) prévu en 2028, offrant un stockage inertiel et journalier.

Ces solutions permettent :

- L'absorption des excédents solaires à la mi-journée et leur restitution au pic du soir ;
- La réserve primaire et secondaire (stabilisation de fréquence) ;
- Un lissage de la production photovoltaïque pour limiter les écrêtements.

### o Relèvement du seuil d'injection des EnR intermittentes

Le décret PPE de 2019 a entériné le passage d'un seuil technique de 35 % en 2018 à 45 % en 2023 pour l'injection instantanée d'énergies intermittentes (solaire, éolien). EDF-SEI, grâce à

l'augmentation du stockage et à l'évolution des protections réseau, expérimente déjà des pointes à  $\approx 48\%$  et vise  $50\%$  après la mise en service des nouvelles batteries et du renforcement de la liaison SACOI fin 2029.

Ces relèvements s'appuient sur :

- Des convertisseurs « grid-forming » capables de fournir de l'inertie synthétique ;
- Une réserve tournante améliorée (hydraulique + moteurs thermiques modulables : fioul léger à Lucciana et Biomasse liquide au futur Ricanto) ;
- La planification dynamique des écrêtements (pilotage intelligent).
  - Gouvernance et sûreté

La gestion de l'équilibre production–consommation demeure la mission d'EDF SEI, qui combine :

- Pilotage en temps réel (dispatching Ajaccio) ;
- Prévisions météo-énergie couplées à des modèles de charge ;
- Activation automatique de batteries et STEP en  $< 300$  ms.

Ainsi, l'intermittence n'est plus un frein : grâce au stockage et au relèvement progressif du seuil, les EnR peuvent dépasser les  $45\%$  instantanés tout en maintenant la stabilité du réseau.

### 3. Occupation de terres agricoles

Parmi l'ensemble des surfaces couvertes par les quatre projets soumis à l'enquête, seul le projet Paratella est implanté sur des terres agricoles au sens de la Surface Agricole Utile (SAU). Il mobilise  $9,7$  ha, soit environ  $0,01\%$  de la SAU communale.

La situation des terrains des trois autres sites qui ne figurent pas non plus au Registre Parcellaire Graphique (RPG), est la suivante :

- Olmo 3 : ancienne exploitation agricole laissée à l'abandon depuis de nombreuses années (antérieur aux années 2000). Le site est aujourd'hui une friche agricole sans cultures ni pâturages actifs.
- Mattuniccia et Vergajola : anciennes plantations d'eucalyptus dont les peuplements sont désormais affaiblis ou ruinés, situées dans un secteur sensible aux incendies. Aucune opération sylvicole pourtant nécessaire ne peut raisonnablement être envisagée par le propriétaire.

En outre :

- La centrale solaire de Paratella permettra de maintenir une activité agro-pastorale (paquage sous les tables photovoltaïques en lien avec l'agriculteur propriétaire du site).
- Les trois autres projets ont été pensés pour demeurer compatibles avec une activité agro-pastorale future.

Ainsi, loin de « condamner » des terres, les projets peuvent redonner une vocation productive à des terrains aujourd'hui délaissés.

#### 4. Opportunités et intérêt général

Ces centrales s'inscrivent dans une stratégie globale :

- Renforcer l'autonomie énergétique de l'île, en substituant une production locale décarbonée aux importations d'hydrocarbures ;
- Sécuriser l'approvisionnement en diversifiant le mix énergétique ;
- Réduire les émissions de CO<sub>2</sub> du secteur électrique ;
- Dynamiser l'économie locale : création d'emplois directs et induits, recettes fiscales, maintien d'activités pastorales.

A noter que la production n'est liée à aucun usage touristique dédié : l'électricité sera injectée dans le réseau public et profitera, 365 jours par an, à l'ensemble des habitants, services publics et entreprises qu'ils soient agricoles, artisanaux, industriels et, par ricochet seulement, touristiques.

En conséquence, ces projets répondent pleinement à l'intérêt général : ils contribuent à la transition énergétique, soutiennent l'économie territoriale et préservent, à long terme, l'environnement insulaire.